



Projet de construction dans la province du Jiangsu, en Chine.

## Un monde matériel

La région Asie-Pacifique a dépassé le reste du monde pour ce qui est de la consommation de matériaux et continuera de dominer les flux mondiaux dans ce domaine, selon un rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement publié en avril, *Recent Trends in Material Flows and Resource Productivity in Asia and the Pacific*.

Le taux actuel d'exploitation des ressources dans la région ne suffit plus pour subvenir aux besoins des économies régionales à croissance rapide et de modes de vie en évolution. Entre 1970 et 2008, la consommation de minéraux de construction a été multipliée par 13,4; celle de minerais métalliques et de minéraux industriels par 8,6; celle de combustibles fossiles par 5,4 et celles de biomasse par 2,7.

L'intensité en matériaux de la région, c'est-à-dire la consommation de matériaux par dollar de PIB, est un problème plus grave, parce qu'elle va accroître la pression sur l'environnement et dépasser la croissance rapide de la région. Actuellement, l'intensité en matériaux de la région Asie-Pacifique est trois fois supérieure à celle du reste du monde.

L'affluence croissante, plutôt que la croissance démographique, est maintenant la plus importante source de pression de l'extraction des ressources dans la région sur l'environnement.

## Lutter contre la faim

Les gouvernements se doivent avant tout d'assurer la sécurité alimentaire de leurs citoyens et il est crucial d'agir dans ce domaine, a déclaré le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), lors d'une réunion de haut niveau en avril. «Certes, les Objectifs du Millénaire pour le développement nous ont donné une impulsion, mais 870 millions de personnes souffrent encore de la faim et nous sommes loin d'avoir remporté la lutte contre l'insécurité alimentaire», a précisé José Graziano da Silva pendant cette réunion qui examinait la vision des Nations Unies pour une stratégie contre la faim dans le monde lorsque les Objectifs du Millénaire pour le développement atteindront la date butoir de 2015.

«L'engagement politique au niveau national est la seule réponse efficace à l'insécurité alimentaire», a-t-il déclaré, en ajoutant que l'attitude du monde vis-à-vis de la faim avait profondément changé.



Même si les gouvernements nationaux sont les principaux responsables, aucun pays ne peut agir seul dans l'économie mondialisée d'aujourd'hui.

«Les mesures prises par un pays ou une société peuvent avoir des répercussions sur la sécurité alimentaire des autres, tandis que les conflits peuvent être sources d'instabilité dans les régions et les pays voisins», a-t-il dit.

Il a aussi insisté sur le fait que les politiques des États devraient créer des opportunités pour les plus démunis, notamment les producteurs de subsistance et de petite échelle, les femmes, les jeunes et les populations indigènes.

## Financer la croissance

Un nouvel ouvrage, publié par la Banque africaine de développement (BAD), examine comment les techniques structurées de financement sont susceptibles de mobiliser un capital africain pour appuyer les projets d'infrastructure économique et la croissance.

*Structured Finance: Conditions for Infrastructure Project Bonds in African Markets* a été officiellement lancé par Charles Boamah, Vice-Président de la BAD pour le financement.

«De solides marchés de capitaux intérieurs sont cruciaux pour le développement des pays africains», a déclaré M. Boamah. C'est pourquoi la BAD a depuis quelques années lancé des initiatives pour aider à renforcer les capacités des marchés locaux de capitaux, afin de permettre à l'Afrique d'accéder à un financement à plus long terme pour développer l'infrastructure.

«Ce rapport tombe à point nommé, car il est urgent d'accroître nettement le financement pour combler le déficit d'infrastructure important et croissant de l'Afrique», a déclaré M. Boamah.

Les pays africains ont enregistré des taux de croissance supérieurs à 5 %, et 7 des 10 pays du monde qui connaissent la croissance la plus rapide sont sur le continent. Une classe moyenne grandissante est apparue et le secteur financier est en expansion.

Le rapport détaille les exemples d'autres marchés émergents (Brésil, Chili, Malaisie et Pérou), qui ont recours à des obligations projets pour encourager les investissements dans l'infrastructure. Ces exemples peuvent servir de modèle pour les pays africains qui souhaitent développer leur marché.

## 2013 : Les dates à retenir

**17-18 juin, Fermanagh, Royaume-Uni**

Sommet du Groupe des huit

**5-6 septembre, Saint-Petersbourg, Russie**

Sommet du Groupe des vingt

**25-27 septembre, Sopot, Pologne**

European Forum for New Ideas

**11-13 octobre, Washington, DC**

Assemblée annuelle de la Banque mondiale et du FMI

**18-19 octobre, Panama, Panama**

Sommet ibéro-américain

**7-8 novembre, Washington, DC**

14<sup>e</sup> conférence annuelle Jacques Polak du FMI

**13-14 novembre, Amsterdam, Pays-Bas**

World Pension Summit

## Liquidité constante

Les envois de fonds vers l'Amérique latine et les Caraïbes ont affiché une légère augmentation en 2012 par rapport à l'année précédente, selon le dernier rapport à ce sujet du Fonds d'investissement multilatéral (FIM), membre du Groupe de la Banque interaméricaine de développement.

Le rapport, intitulé «Remittances to Latin America and the Caribbean in 2012: Differing behavior among Sub-Regions», précise que la région a reçu l'année dernière un total de 61,3 milliards de dollars. Ce montant représente une augmentation en glissement annuel de 300 millions de dollars, une progression de 0,6 % depuis 2011. Après un pic historique de près de 65 milliards de dollars en 2008, et une chute de 15 % à la suite de la crise financière en 2009, les transferts de fonds vers la région se sont stabilisés, suggère le rapport.

«Les dernières données montrent que les migrants continuent d'offrir un soutien financier crucial à des millions de ménages dans la région», a déclaré la Directrice générale du FIM, Nancy Lee. «L'impact de ces envois de fonds sur le développement peut être bien plus important si les familles ont la possibilité d'épargner une partie de ces flux au lieu d'en convertir la totalité en liquide dès réception.»



Des élèves à Guatemala, où les envois de fonds appuient l'éducation.

Les envois de fonds restent une importante source de flux étrangers dans la région et représentent plus de 10 % du PIB dans certains pays (El Salvador, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque et Nicaragua). Ces flux sont aussi une importante source de revenus pour les millions de familles qui utilisent ces transferts pour satisfaire leurs besoins de base et investir dans l'éducation, la santé, le logement et les petites entreprises.



COLUMBIA | SIPA

School of International and Public Affairs

### PROGRAM IN ECONOMIC POLICY MANAGEMENT (PEPM)

Confront global economic challenges with the world's leading economists, policymakers, and expert practitioners, including Jagdish Bhagwati, Guillermo Calvo, Robert Mundell, Arvind Panagariya, and many others.

A 14-month mid-career Master of Public Administration focusing on:

- rigorous graduate training in micro- and macroeconomics
- emphasis on the policy issues faced by developing economies
- option to focus on Economic Policy Management or International Energy Management
- tailored seminar series on inflation targeting, international finance, and financial crises
- three-month capstone internship at the World Bank, IMF, or other public or private sector institution

The 2014–2015 program begins in July of 2014. Applications are due by January 5, 2014.

pepm@columbia.edu | 212-854-6982; 212-854-5935 (fax) | [www.sipa.columbia.edu/academics/degree\\_programs/pepm](http://www.sipa.columbia.edu/academics/degree_programs/pepm)  
To learn more about SIPA, please visit: [www.sipa.columbia.edu](http://www.sipa.columbia.edu)